**Le panorama économique…..**

En 2017, le PIB de la Thaïlande devrait être de l’ordre de 430 milliards USD ; le revenu annuel par habitant frôle les 6000 USD. Cette donnée objective et sa qualité de membre fondateur de l’ASEAN font de la Thaïlande un des piliers politique et économique de l’Association - dont elle est la deuxième économie.

**La Thaïlande dispose de fondamentaux économiques solides** : un endettement public faible (43 % du PIB), des réserves de change évaluées à plus de 9 mois d’importations et un très faible chômage (1%).

La communauté économique de l’ASEAN, dont la Thaïlande est un membre fondateur, est le premier partenaire commercial du Royaume, devant la Chine et le Japon. Économie ouverte (le taux d’ouverture de 52 %), **la dynamique des échanges commerciaux s’est ralentie depuis 2011** (année des inondations de Bangkok):

* les exportations thaïlandaises portées par les filières automobile, électronique et agroalimentaire, sont en quasi-stagnation depuis 2011 et semblent repartir en 2017 au point de devenir le moteur de la reprise (3,6 % attendus) ;
* les importations, essentiellement composées de consommations intermédiaires destinées à l’industrie et de matières premières, se sont contractées du fait de la chute du cours du baril.

Malgré une décennie d’instabilités politiques et deux catastrophes naturelles importantes (inondations de 2011 et tsunami), la croissance économique repart à un rythme annuel de 3 à 4%. C’est loin des performances de la décennie 1985-1995 qui fut celle du décollage de l’industrie lourde thaïlandaise, de l’urbanisation et des grandes constructions d’infrastructures de transport ou de télécommunication. Le taux de croissance réelle devrait rester du même ordre sur court moyen terme et se rapprocher de la croissance potentielle qui est de 4,5%.

Dès 2016, cette performance est **le fruit d’une hausse des investissements publics** (+6 %) qui a permis de partiellement compenser l’atonie de l’investissement privé. Cela devrait se poursuivre dans les trois ans à venir dans le cadre d’un programme pluriannuel (2015-2022) de **modernisation des infrastructures de transport** d’un montant de 58 milliards EUR. Il s’agit en partie de la traduction, en Thaïlande, du schéma « ASEAN connect » qui vise à relier entre elles les économies des pays de l’association.

**…. d’une économie engagée dans une triple transition**

**Transition démographique**

L’âge médian passera de 30 à 40 ans entre 2000 et 2020, la courbe de dépendance (le pourcentage des enfants de 10 à 14 ans et des personnes de plus de 65 ans) a terminé sa phase descendante et devrait croître inexorablement à partir de maintenant (environ 40% en 2015, environ 55% attendus en 2035).

L’Etat doit accompagner cette évolution : la modernisation du système des retraites sur trois piliers a été faite en 2012 et une réforme visant à sécuriser une retraite de solidarité est lancée. Les personnes éligibles au Social Security Fund étaient 20 000 en 2014, elles seront 200 000 en 2017 et 1 million dans 10 ans. C’est en partie pour faire face à ces dépenses liées au vieillissement de sa population que l’Etat a entrepris d’élargir sa base fiscale (modernisation des taxes foncières, déclaration des entreprises jusque-là informelles, imposition de la bourse, encadrement des dons, etc…).

**Transition régionale**

Longtemps coupée de son voisinage immédiat, l’économie de la Thaïlande avait une caractéristique quasi insulaire. Jusqu’à récemment les frontières terrestres du pays étaient fermées, aux personnes comme aux marchandises. Cette longue parenthèse historique étant fermée, la Thaïlande ambitionne de s’affirmer comme le **cœur industriel et le centre économique de l’Asie du Sud-Est continentale**, c’est-à-dire des cinq pays indochinois, Birmanie, Cambodge, Laos, Thaïlande et Viet Nam. Elle accueille déjà plusieurs millions de travailleurs et plus de 6000 étudiants originaires de ces pays (un vaste plan de régularisation est en cours).

L’économie Thaïlandaise a un poids comparable à celui des quatre autres pays indochinois.

Des projets d’infrastructures sont lancés, soit dans le cadre de l’agenda de connectivité de l’ASEAN (le corridor est-ouest avec une composante ferroviaire et portuaire à Dawei), soit dans le cadre du projet des routes de la soie initiée par la Chine pour le transport de marchandises (liaison ferroviaire entre le Yunnan, Vientiane au Laos puis le golfe du Siam).

**Transition économique**

L’économie de la Thaïlande a été construite sur un modèle de croissance par l’exportation ; partie de 20% en 1983, la part des exportations n’a cessé de croître et se situe désormais aux environs de 70% du PIB (Banque Mondiale), le tourisme compte parallèlement pour 14% du PIB (dont 10 points concernent le tourisme international). L’exportation domine par ailleurs le secteur manufacturier et les ¾ des exports sont des biens manufacturés, avec l’automobile et les circuits intégrés aux premiers rangs. On assiste cependant à un plafonnement des ventes à destination de l’étranger depuis 2012 sous l’effet de nombreux facteurs : la baisse de la demande des grands marchés occidentaux, japonais et chinois, la compétitivité thaïlandaise et le positionnement du pays (concurrence des pays à plus bas coûts de main d’œuvre sur l’électronique, l’habillement, certains produits agricoles).

La part de l’industrie (28,5% du PIB en 2016) semble amorcer une descente régulière alors que le poids de l’agriculture se stabilise entre 8 et 10% du PIB même si le secteur primaire est socialement incontournable car il emploi jusqu’à 40% de la main d’œuvre en saison des moissons.

Pour maintenir sa création de richesse la Thaïlande, qui a pris conscience de son déficit de compétitivité pour ses productions à faible valeur ajoutée, est forcée de se tourner vers des activités à plus forte valeur ajoutée (industries ou services), compatibles avec son niveau de vie et son évolution démographique.

Elle entend suivre la voie des nouvelles économies industrialisées asiatiques, la Corée et Taiwan notamment. C’est sans doute ce qui l’a conduit, en août 2017, à signer un partenariat avec l’OCDE en vue d’un plan d’actions sur 2018-2019.

 La **stratégie « Thailand 4.0 »** énoncée en 2016 vise à une montée de gamme de l’économie grâce à l’innovation, la créativité et une meilleure prise en compte du développement durable. **Dix secteurs stratégiques** ciblés témoignent d’une volonté de se projeter vers l’avenir et la création de valeur : véhicules de « nouvelle-génération », électronique « intelligente » et robotique, tourisme médical et de bien-être, agriculture et biotechnologies, agro-alimentaire, aviation et logistique (développement de l’e-commerce), biocarburants, digitalisation.